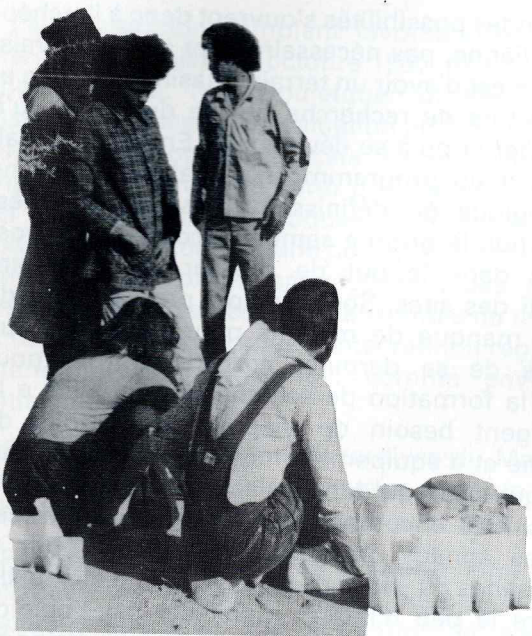




La progression récente de la recherche archéologique en Afrique est née d'une convergence entre une demande très vive du côté africain et la mise au point de techniques très sophistiquées permettant de faire « parler » les vestiges les plus ténus.

### *un besoin historique à satisfaire*

Les conditions de cette nouvelle ouverture ont été favorisées par plusieurs facteurs. D'une part, la forte demande en matière historique, phénomène universellement constaté, se manifeste en Afrique avec une acuité particulière. La prise de conscience des nationalismes, la nécessaire insertion dans le monde moderne, depuis les indépendances passent par le besoin profond, fondamental d'établir son identité, pour asseoir, enraciner et consolider un sentiment national. Or les réponses qui existaient dans les sociétés traditionnelles à cette question fondamentale : « Qui sommes-nous ? », ne suffisent plus dans le monde moderne, profondément transformé.

En effet, sur un continent où les sources écrites font souvent défaut, sont trop récentes ou marquées par l'idéologie des puissances coloniales, traditions orales et archéologie restent les seules données utilisables pour la restitution d'une histoire ressentie comme un besoin collectif. La tradition orale peut se présenter sous la forme de mythes d'origine, dont les représentations symboliques ne sont accessibles qu'à travers un apprentissage quasi initiatique (c'est le cas des Dogons, exemple

## archéologie et à propos d'une expérience

bien connu). Parfois aussi existe un corps de traditionnistes, détenteurs d'un savoir historique basé sur des listes dynastiques mémorisées, et/ou sur les récits épiques des hauts faits de tel ou tel souverain, héros, ou chef de guerre.

Mais le télescopage des chronologies, le tassement ou l'étirement des généalogies, rendent l'utilisation de ces chroniques particulièrement délicate, même dans le cas optimal où l'on peut disposer de plusieurs versions, concordantes ou non, des mêmes événements. Car en effet, depuis le choc de la colonisation, puis des indépendances, l'évolution accélérée de nombreuses sociétés a conduit à la destruction et à la rupture du continuum dans la transmission de ce savoir : les vieillards détenteurs des connaissances ancestrales n'ont pas trouvé de successeurs aptes à recevoir celles-ci sous leur forme traditionnelle, difficiles certes à interpréter et à traduire en langage moderne, mais infiniment plus riches en enseignements de toute nature que les quelques bribes, fragments épars dépouillés de leur contexte, qui nous en sont finalement parvenus.

Et les jeunes intellectuels, technocrates ou hommes politiques de l'Afrique de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, formés à l'École de l'Occident, ne sont pas toujours préparés, ou disposés, à recevoir et à se pénétrer de cette connaissance de leur identité, à travers le discours ésotérique d'une tradition parfois moribonde, souvent appauvrie ou déformée, et dont ils ont perdu le code.

Aussi sont-ils intéressés et attirés par les possibilités nouvelles que peut offrir l'archéologie dans cette quête des origines, dans cette recherche du passé, expliquant le présent, et conditionnant dans une certaine mesure l'avenir de leurs peuples.

La discipline archéologique s'est elle-même profondément transformée au cours des dernières décades. Tout d'abord dans son propos et sa définition même : de la recherche de monuments et d'objets d'arts dont l'intérêt se mesurait à l'ancienneté absolue et selon des critères esthétiques, l'archéologie est devenue l'étude de sociétés disparues et de leur environnement, à partir de l'ensemble des traces et des vestiges laissés par l'occupation humaine, même — et parfois surtout — les plus humbles et les plus triviaux, cendres, détritiques de cuisine, dépotoirs, etc.



# éveloppement :

## nigérienne

Par ailleurs, de nombreuses techniques de laboratoire dérivées de la chimie ou de la physique notamment, trouvent en archéologie des champs d'application particulièrement fructueux : tout le monde a entendu parler de la possibilité d'effectuer une datation à partir d'un fragment de charbon de bois par la méthode dite du Carbone 14. Il est possible, de même, de dater des ossements par extraction et transformation chimique du reliquat de matière organique qu'ils contiennent.

La céramique peut faire l'objet d'analyses très poussées, permettant de déterminer sa composition exacte et la nature de son dégraissant (par étude au microscope polarisant ou au microscope électronique, par la diffraction des rayons X), l'origine possible de l'argile utilisée — et donc la région de fabrication, ainsi que la diffusion géographique de ce type de poterie (par la technique de l'activation neutronique), ou son âge (mesure de la thermoluminescence).

Toutefois ces résultats quantifiés, obtenus en laboratoire à partir d'échantillons limités, ne sont pas suffisants à eux seuls pour répondre à l'ensemble des problèmes posés à l'historien et à l'archéologue. Ils s'insèrent dans une démarche globale et ne peuvent que compléter, confirmer, préciser, des hypothèses élaborées à partir des études de terrain, ou au contraire, indiquer une impasse, une contradiction, et conduire à un réexamen de l'ensemble des données.

Une ou plusieurs datations, à elles seules, ne peuvent en aucun cas suffire à étayer une hypothèse, et ce serait aller au-devant de graves déboires que de le croire. D'un autre côté, les progrès de la connaissance archéologique ne peuvent plus, désormais, et en raison même de ces nouvelles possibilités, être liés à des découvertes fortuites qui disposeraient en aval de moyens techniques absolument sûrs de détermination et d'identification.

Bien au contraire, ceux-ci, pour être en mesure de fournir le maximum d'informations, pour être utilisés au plein de leur rentabilité, ne peuvent faire l'économie d'une étude régionale systématique préalable, permettant seule de détecter les indices les plus ténus d'occupations humaines qui se sont succédées dans le temps, et d'en proposer une interprétation.

### quelle archéologie ?

Les instances scientifiques chargées au niveau national de concevoir et de promouvoir une politique de l'archéologie peuvent se trouver confrontées à différentes situations.

- Dans un premier cas, il s'agit d'entreprendre l'étude de l'histoire d'une région n'ayant encore fait l'objet d'aucune recherche systématique récente. On ne dispose alors que d'informations éparses, de bribes de traditions retrouvées dans quelque monographie ou dans les archives des Cercles (1), auxquelles s'ajouteront quelques observations recueillies par des voyageurs des siècles passés. Ce cas, qui est pour les chercheurs idéalement le plus gratifiant, se rencontre de plus en plus rarement. Nous y ferons, cependant, entrer un projet nigérien en cours d'élaboration pour la région sud-est du territoire de la république et dont la définition correspond à peu près à la zone nigérienne autrefois sous l'influence directe du Bornou. Fort éloignée de la capitale actuelle et des lieux de décision, et cela dès l'époque coloniale (2), puisqu'on était là sur les marges un peu floues qui séparaient les deux fédérations d'A.o.f. et d'A.e.f., la région recouverte par l'actuel département de Diffa n'en a pas moins dans le passé joué un rôle important dans la mouvance de l'empire du Bornou. Et il est particulièrement encourageant de constater qu'au nombre des mesures de désenclavement prévues par les autorités nigériennes figure un vaste projet de prospection et d'étude régionale, faisant appel à des chercheurs de plusieurs disciplines.

- Le second cas concerne des sites archéologiques découverts fortuitement un peu partout dans le pays et à des dates plus ou moins récentes. Le matériel a été déplacé, recueilli avec souvent trop de hâte pour qu'il ait pu fournir la totalité des enseignements qu'il était susceptible de donner et sa conservation, sur place ou même dans un musée étranger, n'est pas toujours assurée dans des conditions satisfaisantes. On a ici, d'une part des sites mutilés, très incomplètement étudiés et recelant encore probablement des données considérables, d'autre part un matériel déposé dans des

(1) Divisions territoriales établies par la colonisation.

(2) Précisons toutefois que jusqu'à 1924, la capitale du Niger fut Zinder, dont les liens avec le Bornou furent étroits dans le passé.



magasins ou des musées et difficilement exploitable coupé de son contexte. C'est le cas notamment au Niger pour de nombreux sites récents de la vallée du fleuve, pour beaucoup de gisements néolithiques de surface du Ténéré, « écrémés » de leurs pointes de flèches et des plus beaux objets de pierre polie. C'est encore le cas pour le site de Marendet, qui a livré plusieurs dizaines de milliers de creusets à fondre le cuivre, entassés dans des caisses empilées les unes sur les autres dans un magasin du département d'archéologie de l'I.r.s.h. (Institut de recherches en sciences humaines), sans qu'une étude sérieuse du contexte dans lequel ils ont été trouvés ait été menée !

• Un troisième cas de figure est celui qui mènera tout naturellement à une action ponctuelle de sauvetage d'urgence : un projet technique imposé par les impératifs du développement économique et modifiant de façon profonde et irréversible l'environnement (construction d'une route, d'un barrage, exploitation minière, nouvelle implantation urbaine), risque de faire disparaître définitivement les témoins du passé. L'exemple du barrage d'Assouan vient immédiatement à l'esprit, mais on peut citer, plus modestement des exemples moins importants par l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, mais tout aussi valables sur le plan des principes en ce qui concerne l'histoire du peuplement. Au Niger toujours, on peut penser au site correspondant à l'emplacement actuel du dispensaire de la Somair à Arlit, malheureusement complètement fouillé, au programme d'inventaire et de sauvetage du périmètre de la concession minière de l'I.r.s.a. (International Resources S.A.)\* dans la région d'Azelik, et aux projets à l'étude, pour la vallée du Niger, en cas de réalisation du barrage de Kandaji.

Enfin, ces mêmes instances peuvent avoir à prendre position à l'égard de propositions émanant d'équipes étrangères visant à entreprendre telle ou telle étude et donc à définir des priorités, ou en cas d'initiatives personnelles et spontanées d'« amateurs » plus ou moins compétents et liés à certains intérêts touristiques (voyages organisées avec visite de sites riches en matériel lithique, archéologie « sauvage » pratiquée par des touristes amateurs de... collections, et revenant de saison en saison poursuivre de bonne foi leur œuvre de pillage systématique du patrimoine national).

Or la préservation de ce patrimoine, en l'état actuel des méthodes de l'archéologie, ne peut plus se réduire à l'accumulation et à la conservation dans des conditions plus ou moins satisfaisantes de matériel recueilli au hasard de découvertes fortuites.

Une exigence de rigueur et de qualité doit donc présider, au niveau national, au choix du découpage en régions historiquement homogènes, à la définition des priorités, ainsi qu'aux méthodes et aux moyens qui seront mis en œuvre.

Des considérations sur le prix de revient et sur la rentabilité des fouilles archéologiques ne sont pas étrangères à l'orientation récente de la discipline et paraissent tout particulièrement pertinentes s'agissant de pays en voie de développement. S'il est vrai que l'adage « l'homme ne vivra pas de pain seulement » trouve ici une application évidente à en juger par l'intérêt passionné de l'Afrique pour son histoire, il faut cependant rester réaliste et savoir que les crédits nécessaires à une recherche fondamentale détachée de tout contexte économique n'intéressent pas les investisseurs et rarement les organismes internationaux.

### *des études régionales systématiques*

Dès les premières années de l'Indépendance, l'Institut de recherches en sciences humaines qui succédait au Centre I.f.a.n. (Institut fondamental d'Afrique noire) du Niger avait mis sur pied un programme à long terme d'inventaire et d'étude des différents groupes ethniques qui peuplaient le pays. Ces études, entreprises d'abord par des chercheurs expatriés, rejoints et souvent remplacés, par la suite, par des nationaux, étaient considérées comme indispensables et préalables à la mise en œuvre de projets de développement, trop souvent élaborés loin des réalités de l'environnement naturel et du milieu humain.

C'est ainsi notamment que plusieurs chercheurs de disciplines voisines et complémentaires (géographes, linguistes, ethnologues) se rejoignirent dans le nord du pays, autour du poste administratif d'In Gall, plaque tournante de l'un des phénomènes socio-économique les plus importants de l'économie nigérienne traditionnelle, la « cure salée » des pasteurs transhumants, Peuls et Touaregs, au cours des deux mois d'hivernage.

Les vastes plaines semi-désertiques qui bordent à l'ouest le massif montagneux de l'Aïr, parcourues pendant dix mois par les campements et les troupeaux d'une quinzaine de milliers de nomades, Touaregs, Peuls et Arabes, voient en effet affluer de juillet à septembre une population humaine et animale qui décuple au moins la densité d'occupation de ces espaces. Car cette zone, du fait de son histoire géologique, possède des ressources en eaux minéralisées dont l'effet bénéfique est connu des éleveurs. La courte saison des pluies permet de plus la croissance de pâturages spécifiques riches en éléments nutritifs et très abondants. Il est en outre indispensable que les troupeaux des éleveurs évacuent les zones méridionales du pays pendant la

\* Sigle de la société japonaise prospectant l'uranium.



saison des cultures pour que les pâturages naturels puissent se reconstituer complètement.

Au centre de cette vaste zone de la « cure salée », deux établissements fixes : le village-palmeraie-marché d'In Gall (siège d'une infrastructure administrative renforcée à cette époque, antenne médicale, station émettrice de la radiodiffusion nationale, services techniques, etc.) et l'exploitation des salines à Tegidda-n tesemt.

Les études sur les divers groupes tant nomades que sédentaires, sur les techniques d'élevage, l'organisation socio-économique, les interrelations, se sont poursuivies au cours de la période de sécheresse qui sévit de 1968 à 1974. Elles tentèrent d'expliquer les mécanismes de désertification dans cette région située à la limite du Sahara dont l'équilibre écologique est particulièrement fragile et de définir des politiques de défense du milieu naturel et des hommes, compatibles avec les réalités locales.

La référence historique à certains sites archéologiques reconnus mais non étudiés jusqu'alors, qui était présentée par les habitants d'In Gall comme un état antérieur d'implantation territoriale, avait montré dès 1970 la nécessité de la participation d'archéologues aux travaux de l'équipe déjà en place.

Le site d'Azelik, en particulier, à proximité de l'un des hauts lieux de la « cure salée », présentait un ensemble de vestiges importants : ruines de constructions en pierre, abondance de matériel céramique, débris d'objets métalliques ; les affleurements de grès des environs immédiats étaient couverts de centaines, peut-être même de milliers de cupules.

L'hypothèse naguère émise par l'historien R. Mauny et selon laquelle Azelik pouvait peut-être correspondre à l'emplacement de la ville de Takeda, décrite par le voyageur arabe Ibn Batuta au XIV<sup>e</sup> siècle, était un point de départ qu'il s'agissait de vérifier ou d'infirmer.

Dans un premier temps, il fallait évaluer l'importance de ce site, la nature des informations qu'il était susceptible de fournir, puis le replacer dans son contexte régional. Une fois reconnus les limites du site d'Azelik (marquées par la disparition du matériel céramique en surface), son caractère véritablement urbain (par l'importance et la nature des bâtiments ruinés, mosquées, ateliers) impliquant un mode de vie sédentaire et la pertinence d'une hypothèse concernant une activité de type métallurgique (abondance de minerai, de résidus vitrifiés et de scories), il fallait reprendre l'étude du milieu naturel avec un œil neuf :

- L'étude géologique allait permettre de localiser les indices de cuivre et la présence de gisements de minerai dans les environs, ainsi que de mettre en

évidence des variations climatiques permettant un genre de vie différent de celui qui prévaut actuellement.

- L'étude géomorphologique et physiographique allait faire apparaître les emplacements possibles et probables d'établissements humains fixes, avec l'aide de la photo-interprétation de la couverture aérienne existante et l'utilisation des données fournies par les images satellites.

- La prospection au sol effectuée, avec la collaboration de nomades connaissant parfaitement la région, accompagnée d'une nouvelle interrogation de la tradition orale allaient aboutir à la découverte et à la définition de nombreux autres sites archéologiques dont une dizaine au moins présentaient avec Azelik, le site principal de référence, des points communs significatifs d'une probable contemporanéité et d'une appartenance à un même complexe historique.

Dans le même temps apparaissait la « menace » d'une exploitation minière dans la région, avec de multiples implications en matière de circulation anarchique, de destructions involontaires ou de pillage systématique des sites, d'augmentation de la population étrangère à la zone (techniciens expatriés, nationaux déplacés hors de leur région d'origine), et de modification des échanges économiques et de la circulation monétaire. Les prospections géologiques avaient fait apparaître des indices de présence d'uranium dans les environs immédiats d'Azelik avec une teneur telle qu'une prospection plus poussée, suivie à court terme par une exploitation de type industriel était envisagée dès 1976 par une société nigéro-nippone, l'I.r.s.a.

Du premier cas de figure, évoqué plus haut, celui d'une étude systématique approfondie, en cours depuis plusieurs années, mais très lente en raison des moyens limités dont nous disposions, nous nous trouvions brutalement conduits à devoir mener une action de sauvetage et de protection immédiate. Un projet fut alors présenté aux diverses instances intéressées : tout d'abord aux autorités nigériennes, puis aux organismes scientifiques susceptibles de fournir une assistance technique, et enfin à des bailleurs de fonds éventuels, ministère de la Coopération, Unesco, etc. (3).

Il s'agissait, dans les meilleurs délais et nécessairement avant le début des travaux d'exploitation, par la mise en œuvre d'un large éventail de méthodes de prospection, de procéder à une reconnaissance de l'espace archéologique, à l'établissement d'un inventaire aussi complet que possible des divers vestiges d'occupation humaine, à quelque époque qu'ils se rattachent. L'évaluation de

(3) Une possibilité qui mériterait d'être explorée pour des opérations similaires serait de demander à l'organisme « destructeur » de site une participation aux travaux d'inventaire et de protection. Aussi faible soit le pourcentage accordé, il serait toujours supérieur aux moyens habituels.



l'importance de ces différents vestiges, le danger qu'ils peuvent éventuellement courir à plus ou moins longue échéance, devraient ensuite orienter les priorités à donner à une action de fouille plus classique. Pour permettre ces évaluations, des sondages ponctuels pourraient être effectués et des prélèvements mineurs d'échantillons aux fins d'analyses de laboratoire permettraient l'ébauche de chronologies et d'hypothèses en matière d'histoire du peuplement.

A ce projet, il fallait fixer des limites géographiques. Ce fut le périmètre de la concession minière qui fut pris comme cadre directeur malgré son caractère quelque peu arbitraire et son tracé purement géométrique.

Commencé en 1977, ce programme extensif basé davantage sur la prospection que sur la fouille proprement dite arrive à son terme à la fin de l'année 1981. Au cours de quatre campagnes de trois ou quatre mois chacune, ce sont plus de deux cents sites qui ont été localisés, identifiés et qui ont fait l'objet d'une première évaluation en ce qui concerne leur volume, la nature des vestiges qu'ils recèlent et leur chronologie relative. Pour une cinquantaine d'entre eux, on dispose de relevés, de sondages, de photos, d'échantillons en cours d'étude et parfois de datations.

Car en effet, lorsque nous fûmes quelque peu familiarisés avec l'apparence de certains sites majeurs, lorsque nous eûmes, avec l'aide de nos collaborateurs les plus efficaces, les habitants actuels de la région, appris à déceler les plus faibles indices d'occupation, à reconnaître les emplacements privilégiés, les points de passage obligés, chaque jour apporta sa moisson de découvertes.

La cartographie de ces sites fait apparaître des concentrations remarquables, mais aussi des « blancs » sur la carte. S'agit-il de zones où la prospection a été incomplète, ou de véritables espaces considérés par les anciens occupants comme impropres à tout établissement ? La photo aérienne, qui avait servi dans un premier temps à orienter ou à préciser la prospection au sol, puis l'étude des diverses images satellites, allaient-elles permettre des interprétations de ce phénomène ? Il est très vraisemblable en effet que le genre de vie sédentaire suggéré par certains vestiges n'ait pu se développer que dans un contexte écologique — et donc climatique — différent de celui que nous connaissons.

On sait que le sud du Sahara a connu, au cours des derniers vingt mille ans, plusieurs phases humides séparées par des épisodes de sécheresse et de désertification. Les études de paléoclimatologie poursuivies par les géologues quaternaristes suggèrent qu'à la dernière période humide, une zone marécageuse, avec écoulement périodique,

devait occuper les parties les plus basses de la région étudiée (bassin de l'Eghazer wan Agadez). Des analyses d'argiles et de graviers recueillis sur des transects recoupant plusieurs séries de terrasses permettront de déterminer le caractère fluvial ou lacustre de ces dépôts alluvionnaires.

Plusieurs types de sites ont été mis en évidence par les prospections :

- des ateliers de débitage d'outillage lithique (paléolithiques ?) ;

- des sites d'habitat néolithique de surface [céramique, outillage lithique, restes alimentaires (faune) et sépultures simples]. Quelques-uns d'entre eux, en raison de leur étendue, de l'abondance des vestiges et de l'existence d'une couche archéologique plus ou moins profonde, indiquaient une durée prolongée d'occupation à Orub et à Chin Tafidet en particulier. Ce dernier site, en bordure d'une banquette longeant un ancien bras de l'Eghazer wan Agadez, a fait l'objet d'une étude préliminaire (levé topographique et planimétrique, sondages et début de fouille). En plus d'un matériel lithique et céramique particulièrement abondant et diversifié, il présente de très nombreuses sépultures humaines (76 squelettes localisés lors de la première prospection, dont sept ont été exhumés pour étude) et animales (quarante carcasses, la plupart en connexion anatomique, appartenant à douze espèces de vertébrés supérieurs), ainsi que des débris alimentaires (restes de reptiles aquatiques, crocodiles et tortues, de poissons et de coquilles de lamellibranches) (4). On dispose là d'un site d'importance majeure, dont l'étude nécessitera de nombreuses années de travail, sur le terrain aussi bien qu'en laboratoire.

L'étude de la céramique recueillie sur ces divers sites semble indiquer qu'on peut distinguer au moins deux périodes distinctes ;

- des sites associés à un travail des métaux (cuivre et fer), caractérisés par la présence de débris de fourneaux, de minerai, de scories, de lingots de métal fondu et d'objets finis. Ces sites ont donné des datations très diverses, allant de 3 500 Bp au XV<sup>e</sup> siècle de notre ère. La complexité des dispositifs de fonte ou de réduction, la nature et le volume du minerai employé, des résidus et des produits finis, posent des problèmes non encore résolus, ni sur le plan des techniques employées, ni en ce qui concerne la relation chronologique avec tel ou tel type d'habitat ;

- des ensembles de tumulus, sépultures monumentales, très nombreux, mais non dénombrables en l'absence d'une couverture aérienne à altitude convenable. Les quelques datations que l'on possède pour ces tumulus semblent indiquer que cette pratique funéraire s'est poursuivie sur une très longue période, et pourrait même avoir perduré





1. — Site d'Azlik : ramassage de surface sur des carrés de 5 m sur 5 m délimités sur plusieurs axes traversant le site, on en choisit 1 sur 5. On ramasse systématiquement tout le matériel visible en surface. Ici, il s'agit en particulier de minerai de cuivre, tessons de poterie, d'objets finis au vu d'une étude statistique.

2. — La fouille du puits (1975).

3. — Vestiges d'une construction en pierre et bancs. On voit distinctement l'épaisseur du mur et deux des angles qui le délimitent.



jusqu'aux premiers temps de l'islam africain. Mais ces datations sont difficiles à établir : les ossements recueillis dans la fosse funéraire après démolition partielle du tumulus sont généralement en trop mauvais état pour faire l'objet d'une analyse, et sont rarement accompagnés de matériel funéraire pouvant apporter des informations complémentaires ;

• enfin, des sites « médiévaux », restes d'établissements sédentaires de type villageois et même urbain, caractérisés par des cimetières musulmans, des ruines de constructions, habitats et mosquées, et même des vestiges d'exploitations agricoles. C'est le cas d'une dizaine de sites provisoirement rattachés à l'ensemble politico-économique d'Azelik : Gélélé, Bangu-Berin, Tegidda n adrar, Tegidda n tageyt, Aborak, Anisaman, Fagoshia, Marendet, pour ne citer que les principaux. Leur étude n'a pas dépassé jusqu'ici le stade de la délimitation et de la reconnaissance sommaire. Par contre, en ce qui concerne Azelik, le plus important et le plus menacé, le travail préliminaire a été poussé plus loin : relevé de l'ensemble du site, de plusieurs structures particulières (mosquées, structure « palatale »), essai de quantification du matériel de surface par recueil d'un échantillonnage significatif : cette méthode a permis, entre autres, d'évaluer à une quinzaine de tonnes le minerai de cuivre abandonné en surface depuis la fin de son exploitation. La prospection électrique, essayée à titre expérimental, n'a pas donné de résultats probants, en raison de la sécheresse du climat dans cette zone, et n'est pas utilisable dans de telles conditions de dessiccation du sol. La prospection magnétique, utilisant un magnétomètre à protons, essayée sur une zone limitée, a fait apparaître des anomalies significatives (5), et pourrait être étendue à d'autres secteurs du site dans une phase ultérieure des recherches. Quelques lingots de cuivre ont été découverts grâce à l'application très ponctuelle de la méthode électro-magnétique.

L'établissement de typologies, en ce qui concerne le matériel lithique, mais aussi la céramique et le travail des métaux, ainsi que les premières datations, permettent d'ores et déjà de tracer les grandes lignes du peuplement de cette région qui, depuis le milieu du second millénaire avant J.-C., aurait pratiqué le travail du cuivre puis du fer, avec une interruption possible au cours du premier millénaire de notre ère (alors que continuait la production de fer) et une reprise « médiévale » du X<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles. L'une des hypothèses pour expliquer ce hiatus du premier millénaire serait celle d'un épisode de sécheresse qui aurait

(4) Ces coquilles ont fourni une datation : 3385 ± 65 BP.

(5) Ces anomalies indiquent généralement la présence de foyers.

(6) En matière d'utilisation des techniques de pointes décrites plus haut, il est fréquent que ces prestations soient fournies gracieusement par les laboratoires à qui elles permettent de diversifier leurs méthodes d'expérimentation, sous réserve pourtant, qu'elles s'intègrent à leur propre programme de recherche ou recoupent leurs propres préoccupations.



contraint les habitants pour partie à émigrer vers le sud plus arrosé, et, pour partie, à modifier leur genre de vie afin de pratiquer comme c'est le cas à l'époque actuelle le nomadisme qui seul permet une utilisation rationnelle de ressources dispersées dans un milieu contraignant. En effet, les nomades récents et actuels ne laissent pas de traces durables de leurs installations : leur matériel mobilier, d'origine animale (tentes de cuir, outres en peaux) ou végétale (récipients en bois, nattes et cordages), est parfaitement biodégradable, et ne résiste pas, après abandon, à deux ou trois saisons des pluies.

Mais des conclusions définitives seraient prématurées à ce stade de notre travail. A l'issue de cette phase préliminaire de la recherche, nous disposons essentiellement d'un corpus de données qui permettront d'orienter les recherches ultérieures et de demander que soient prises, le cas échéant, des mesures de protection en connaissance de cause.

Ce corpus se compose d'une série de documents, dont le plus élaboré est un atlas ethno-archéologique de la région qui présente une synthèse cartographiée de notre démarche : douze feuilles, à l'échelle du 1/500 000 mettent en évidence tous les aspects (géomorphologique, hydrographique, physiographique, végétal) de l'environnement naturel qui encadrent et expliquent, dans une certaine mesure, les modalités de l'occupation humaine ancienne et actuelle. Un effort particulier a porté sur l'établissement et la transcription de la toponymie, très sommaire et souvent erronée sur les cartes I.g.n. (Institut géographique national). Tous les sites archéologiques inventoriés sont placés sur ces cartes, avec indication de leur nature, et quand cela est possible, de leur rang dans la chronologie.

Nous avons aussi replacé la zone étudiée dans un contexte régional plus vaste, celui du « Soudan central », et proposé la cartographie des hypothèses historiques que nous sommes amenés à présenter.

Cet Atlas est accompagné d'un « fichier des sites ». Chaque site a été défini par un certain nombre de critères (position géographique, description sommaire du paysage, des conditions de la découverte, du nom de son « inventeur », etc. Cette « fiche » (en réalité un dossier) donne **toutes** les informations disponibles relatives à ce site. Les relevés divers qui ont pu être effectués y sont reportés, les dessins d'objets ou les photos, les commentaires, les résultats d'analyses, ainsi que, le cas échéant, les publications antérieures.

Ce fichier a été établi en quatre exemplaires, destinés respectivement aux archives de l'I.r.s.h. à Niamey, à la base d'Agades, aux archives archéologiques du C.n.r.s. à Valbonne, le dernier permettant aux chercheurs de l'équipe de poursuivre l'exploita-

tion du matériel. Il met ainsi à la disposition de la communauté scientifique l'intégralité du matériel recueilli et permet théoriquement à n'importe quel chercheur de poursuivre les recherches à partir du travail déjà effectué jusqu'ici.

Enfin, cette double série de documents, cartes et dossiers, est accompagnée d'un rapport de synthèse sur l'ensemble de l'opération, comportant une notice méthodologique, une évaluation des conditions de la réalisation du programme — y compris sous l'aspect financier — et une série d'études de détail portant sur l'analyse de certains sites reconnus comme majeurs (Azelik, Chin Tafi-det, Orub, Afunfun, Sekiret) ou sur certains thèmes (« Les sépultures », « le Cuivre », « les ressources en eau », etc.), et représentant le premier volet d'une série de publications dont la mise au point s'étendra sur plusieurs années.

Arrivés au terme du contrat passé pour la réalisation de ce programme, malgré certaines difficultés de parcours, nous pouvons considérer les résultats comme positifs, et la démarche applicable à d'autres régions.

Cette méthode de recherche apparaît en effet comme celle qui apporte le maximum d'informations tout en réservant l'avenir. Le coût raisonnable (6) de telles opérations devrait permettre de les généraliser, tout en gardant présente à l'esprit la nécessité de les compléter par des études ponctuelles plus poussées. La collaboration entre chercheurs de disciplines voisines, parfois difficile mais toujours fructueuse apporte une connaissance du milieu naturel qui dépasse de loin le seul propos archéologique, et dont les « décideurs » à l'échelon régional pourront tirer parti. Cette contribution des sciences humaines — aidées par les sciences exactes — à la prise de conscience et à la construction nationales vaut d'être soulignée à une époque où il est de bon ton de s'interroger sur leur utilité et leur rentabilité.

**S. BERNUS,**  
C.n.r.s.

*Cet article, basé sur les recherches de la R.c.p. 322 du C.n.r.s. au Niger, fait largement appel aux travaux de E. Bernus, P. Cressier, N. Echard, P. Gouletquer, D. Grébénart, F. Paris et Y. Poncet.*

#### Ouvrages à consulter :

CRESSIER P. et TERRASSE M. — **Archéologie : La prospection**, *Encyclopædia Universalis*, 1980, pp. 180-184.

**Les dossiers de l'Archéologie**, et en particulier les n° 1 (Archéologie aérienne), 13 (La photographie en archéologie), 39 (Méthodes de prospection et de datation en archéologie), 42 (L'analyse des objets archéologiques et les procédés statistiques d'interprétation).

BERNUS E. et S. — **Du sel et des dattes. Introduction à l'étude de la communauté d'In Gall et de Tegidda n tesemt**, *Études nigériennes* n° 31, Niamey, Paris 1972, 128 p.

GREBENART, D. — **La Préhistoire de la république du Niger : état actuel de la question**, in *Recherches Sahariennes*, Marseille-Paris, C.n.r.s., 1979, pp. 37-70.